

DIAL

L'actualité en bref - mai 2004

Nicolas Pinet

mardi 1er juin 2004, mis en ligne par [Dial](#), [Nicolas Pinet](#)

AMÉRIQUE LATINE

Le rapport annuel de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPAL) sur l'insertion internationale de la région fait apparaître une très forte croissance du commerce avec la Chine durant l'année 2003. L'importance de la demande des Etats-Unis, de l'Union européenne et des pays asiatiques en voie de développement (dont la Chine) a permis une hausse des exportations de 8,3% pour l'ensemble de la région. Le bloc de pays fait montre d'un excédent de sa balance commerciale et de sa balance des paiements sans précédent au cours des 50 dernières années. A plus long terme, l'effort de diversification productive et commerciale de la Chine risque cependant de constituer une menace pour les exportations latino-américaines.

Ce même rapport signale une diminution, pour la 4ème année consécutive, des investissements étrangers dans la région. L'Amérique latine et les Caraïbes sont la seule région au monde à voir les investissements étrangers diminuer en 2003. Le boom de la seconde moitié des années 90 (1995-1999) - qui explique la diminution actuelle - était essentiellement dû aux privatisations qui attirèrent de grandes multinationales, principalement dans le secteur des services et, dans une moindre mesure, dans les secteurs des ressources naturelles et de l'industrie manufacturière.

Le samedi 29 et dimanche 30 mai se réunissaient à Guadalajara (Mexique) les représentants de 33 pays latino-américains et des Caraïbes, et de 25 pays de l'Union européenne. C'est la 3ème réunion de ce type organisée depuis 1999. Les négociations ont pour but de renforcer l'intégration commerciale des deux régions, qui, à elles deux, représentent 15% de la population mondiale. De nombreuses organisations altermondialistes se sont réunies en parallèle pour discuter d'alternatives possibles au modèle actuel de mondialisation et exprimer leur rejet - de forme et de fond - des négociations menées par leurs gouvernements.

AMÉRIQUE CENTRALE

Le gouvernement des Etats-Unis a signé, vendredi 28 mai, l'Accord de libre-échange avec 5 pays d'Amérique centrale (Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras et Nicaragua). Les représentants du Parti démocrate, actuellement dans l'opposition, ont déclaré que l'accord, qui a été conclu sans consulter le Congrès, et qui ne promet aucune amélioration des conditions de travail des Américains et des Centraméricains, était condamné à l'échec. Certains républicains s'opposeront à l'accord qui ouvre le marché états-unien aux textiles, au sucre et aux agrumes centraméricains. Sander M. Levin, le leader des démocrates au sein de la commission chargée du sujet, ne croit pas que le gouvernement pourra réunir les 25 à 30 votes démocrates nécessaires à l'approbation de l'accord.

ARGENTINE

Jeudi 6 mai, la réunion organisée par l'organisme national régulateur du gaz (Energas) et convoquant fonctionnaires, délégués des entreprises privées du secteur, législateurs et organisations de consommateurs pour discuter de l'augmentation des prix du gaz naturel sur le marché intérieur - dans un premier temps, elle concernerait seulement les grands consommateurs -, a été suspendue. Les

organisations de consommateurs et les membres du Congrès ont dénoncé les pressions exercées par les compagnies pétrolières sur le président et refusé de se prêter au jeu.

Mardi 25 mai, le président Néstor Kirchner célébrait le 1er anniversaire de son arrivée à la Casa Rosada, le palais présidentiel. En un an, il a réussi à multiplier par 3 ou 4 sa popularité – il avait obtenu 22% des suffrages exprimés lors du 1er tour des élections présidentielles en avril 2003 –, et à restaurer l'autorité présidentielle et la crédibilité des institutions politiques. Le Produit intérieur brut a crû de 8,7% en 2003, mais la crise énergétique risque de freiner la croissance en 2004. Une série de problèmes (révision des tarifs avec les entreprises privées qui assurent les services publics, renégociation de la dette privée déclarée en cessation de paiement depuis décembre 2001...) risque aussi de mettre fin à l'état de grâce.

BOLIVIE

Jeudi 6 mai, le Tribunal constitutionnel déclarait sans effet le verdict des tribunaux militaires qui, en octobre 2003, avaient déclaré innocents 4 officiers accusés de la mort de 2 civils lors des manifestations de février 2003, et ordonnait leur instruction par la justice pénale ordinaire. Pour protester contre la décision, les commandants de l'armée bolivienne ont ordonné le lendemain le casernement et la mise en alerte des troupes. Après s'être réunis sans succès avec le ministre de la présidence, José Galindo, ils ont décidé de maintenir le casernement.

Des Guaranis – ethnie minoritaire en Bolivie – vivant dans le sud du pays ont empêché pendant 5 jours le passage de fournitures et de denrées alimentaires vers les compagnies pétrolières qui exploitent les gisements gaziers de Campo Margarita, la plus grande réserve bolivienne de gaz naturel. Les barrages routiers et les manifestations pacifiques s'interrompirent lorsque le gouvernement s'engagea à assigner 2% des royalties que reçoit l'Etat au développement communautaire. Les Guaranis revendiquent aussi la nationalisation des gisements de gaz situés sur leurs terres et concédés en 1997 à des entreprises étrangères. Le manifeste de l'Assemblée du peuple guarani, rendu public le 27 avril, précise que d'autres mesures seront prises si leurs revendications ne sont pas entendues.

CHILI

Les présidents chilien, Ricardo Lagos, et paraguayen, Nicanor Duarte Frutos, ont signé, vendredi 14 mai, un accord qui prévoit l'octroi d'une zone franche de 1700 m² dans le port d'Antofagasta, au nord du Chili, pour le transit des exportations et importations paraguayennes. Pour la diplomatie chilienne, c'est une manière de répondre à la revendication bolivienne d'un accès à la mer, en montrant que des accords sont possibles lorsque les deux parties en ont la volonté.

Dans son annuel « message à la nation » du 21 mai, le président Ricardo Lagos a fait part de sa volonté de réformer en profondeur le système électoral actuel, mis en place en 1987 par le général Pinochet. Il entend promouvoir l'inscription automatique sur les registres électoraux et l'exercice volontaire du droit de vote, à l'inverse du système actuel, fondé sur l'inscription volontaire et le vote obligatoire. Actuellement, quelque 2 millions de jeunes de plus de 18 ans ne sont pas inscrits sur les registres électoraux (pour une population totale de 16 millions de personnes). Il a aussi appelé de ses vœux la suppression des sénateurs désignés ou nommés à vie, ainsi que du système « binominal » (sont élus deux représentants pour chaque district de députés et circonscription sénatoriale) qui favorise les grandes coalitions aux dépens de forces mineures comme le Parti communiste et les écologistes.

Vendredi 28 mai, la cour d'appel de Santiago a levé l'immunité d'Augusto Pinochet, aujourd'hui âgé de 88 ans, afin d'examiner sa responsabilité dans l'opération Condor. Si les avocats de la défense font appel, il reviendra à la Cour suprême de trancher.

COLOMBIE

Après 18 mois de négociation infructueuse, le plus grand syndicat colombien, l'Union syndicale ouvrière

de l'industrie du pétrole (USO) a initié une grève au sein de l'entreprise pétrolière publique Ecopetrol le 22 avril. Le lendemain, le gouvernement déclarait la grève illégale, arguant du statut de service public de l'entreprise. Les grévistes reprochent au gouvernement d'attenter contre les intérêts de la principale entreprise nationale colombienne et donc du pays. En juin 2003, celui-ci a en effet enlevé à Ecopetrol le contrôle des hydrocarbures de propriété nationale, ce qui lui permettait de vérifier les volumes extraits par les compagnies étrangères. Il a aussi décidé de convertir l'entreprise nationale en une société par actions.

CUBA

George W. Bush annonçait, jeudi 6 mai, une série de mesures visant à renforcer le blocus contre Cuba, mis en place il y a 44 ans. L'intention déclarée des mesures est de favoriser le « changement démocratique » dans l'île. Mais entrent aussi en jeu des considérations électorales, à 6 mois d'élections où l'appui des exilés cubains pourrait s'avérer décisif. Les mesures cherchent à réduire l'afflux d'argent et de visiteurs des Etats-Unis vers Cuba. Elles prévoient aussi la mise à disposition de 59 millions de dollars destinés à la diplomatie publique (diffusion d'informations à destination des visiteurs de l'île) et au soutien des activistes cubains et aux familles des dissidents prisonniers.

Le plan de Washington a été rejeté par la population cubaine, y compris par les membres de l'opposition démocratique qui y voient une grave manifestation d'ingérence. Vendredi 14 mai, le gouvernement cubain organisait une grande manifestation de protestation face au Bureau des intérêts des Etats-Unis à la Havane. Selon des estimations officielles, environ 1 million de personnes aurait participé à la mobilisation.

Mardi 11 mai, le gouvernement de Fidel Castro annonçait une série de mesures pour réagir au « plan de transition à la démocratie à Cuba » annoncé par Washington. Les mesures comprennent notamment la restriction à la vente, dans les magasins du réseau de vente en dollars, des produits qui ne sont pas de première nécessité et l'augmentation des prix des aliments et des combustibles.

Plus de 500 émigrés cubains se sont rassemblés à la Havane, du vendredi 21 au dimanche 23 mai, lors de la IIIème Conférence de la nation et l'émigration, pour discuter avec le gouvernement de la réponse adoptée par Cuba au plan de Washington, qui doit entrer en vigueur le 1er juin. Lors de la réunion, le gouvernement cubain a confirmé la suspension à partir du 1er juin de l'exigence d'un permis d'entrée dans le pays pour les cubains en provenance de l'étranger. La flexibilisation coïncidera avec l'application des restrictions du plan états-unien qui établit que les résidents cubains aux Etats-Unis seront autorisés à visiter l'île tous les 3 ans seulement, et à condition d'y avoir de la famille proche. Les mesures adoptées par le gouvernement cubain face au plan états-unien ont obtenu le soutien massif des participants.

HAÏTI

Les pluies torrentielles de la dernière semaine de mai ont provoqué de graves inondations durant lesquelles sont mortes plus de 800 personnes alors qu'environ 13 000 sont portées disparues. Dans ces circonstances, l'aide économique promise par l'Union européenne, en particulier la France, les Etats-Unis, la Banque interaméricaine de développement (BID) et le Programme mondial d'alimentation de l'ONU est plus que jamais nécessaire. Mais les fonds arrivent lentement.

HONDURAS

Lundi 17 mai, un incendie dans une prison de San Pedro Sula fait 103 morts. Il s'agit essentiellement de jeunes issus de milieux défavorisés, membres d'une bande célèbre pour sa violence, la Mara Salvatrucha, emprisonnés dans des conditions déplorables et victimes d'une politique avant tout répressive.

VENEZUELA

Dimanche 9 mai, les autorités vénézuéliennes arrêtaient 86 paramilitaires colombiens vêtus d'uniformes

de l'armée vénézuelienne dans une propriété d'un membre de l'opposition, aux alentours de la capitale. Depuis lors, 16 autres Colombiens ont été arrêtés, plusieurs propriétés de chefs d'entreprise et de politiques liés à l'opposition ont été perquisitionnées et une dizaine d'officiers, dont 4 appartenant à l'armée d'active ont été arrêtés. Selon le gouvernement, les paramilitaires avaient été conduits aux environs de Caracas par des opposants extrémistes pour participer à une opération visant des installations militaires et divers fonctionnaires et dirigeants politiques. Pour certains dirigeants de l'opposition, anciens ministres de la défense et conducteurs de programmes télévisés, il s'agit d'un « show monté par Chávez » pour détourner l'attention du processus de référendum révocatoire de son mandat.

Du vendredi 28 au dimanche 30 mai était organisée la procédure de ratification des 1,2 million de signatures considérées douteuses par le Conseil national électoral. Quelque 2 600 centres répartis dans tout le pays étaient mis à la disposition des électeurs désirant ratifier leur signature s'ils font partie des 1,2 million de personnes dont la signature a été considérée comme douteuse, ou bien la retirer s'ils sont parmi les 1,9 million de personnes dont la signature a été validée. De la procédure, et du verdict final du Conseil national électoral, dépendra la convocation, ou non, d'un référendum révocatoire du mandat présidentiel d'Hugo Chávez en août 2005.

- [Dial](#) - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - L'actualité en bref.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.